

CHAIRE de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

UQÀM

La chronique de la Chaire MCD

La lutte altermondialiste contre l'OMC et ses succédanés

Portrait d'un mouvement optimiste au Forum social mondial de Nairobi

René AUDET

Assistant de recherche à la Chaire MCD

Le 8 février 2007

Il y a exactement une année, le mouvement anti-OMC se remettait péniblement de «la lutte de tranchées» qui s'était terminée par l'arrestation d'environ 900 manifestants dans les rues de Hong Kong à l'occasion de la *Sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce*¹. Ce revers avait d'ailleurs été aggravé par l'adoption d'une *Déclaration ministérielle* qui épargnait à l'OMC la disgrâce globale de s'être de nouveau prouvée inefficace. Lors du *Forum social mondial polycentrique de Caracas*, la nervosité était donc palpable au sein du mouvement. Or, en 2007 à Nairobi, l'ambiance respirait plutôt le soulagement.

Ce qui ne veut pas dire que ce mouvement est enivré. Le contexte apporté par les difficultés de l'OMC et par les efforts renouvelés des grandes puissances de mettre en œuvre leur «agenda corporatiste» n'est pas exempt de nouveaux défis, et le mouvement en est conscient. Nous présentons ici un portrait de ces défis tels que le mouvement contre la libéralisation les a formulés lors de multiples activités tenues au sein du *Septième Forum social mondial*, à Nairobi du 20 au 25 janvier 2007.

Que penser de l'OMC en pièces?

La réflexion altermondialiste sur le libre-échange prend évidemment acte d'une nouvelle donnée que le mouvement a lui-même contribué à forger : l'immobilisation de l'OMC depuis juillet 2006. À

¹ Pour un récit des événements, René Audet, «Les paysans coréens et la société civile radicale pour l'abolition de l'OMC. Récit des événements non officiels de la ministérielle de Hong Kong», dans *Bulletin MCD*. En ligne :

www.chaire-mcd.ca



Nairobi, les plus optimistes – ou les moins informés – ont exalté cette apparente victoire du mouvement altermondialiste sur l’agenda corporatiste du Nord, heureux d’avoir «mis en pièces» l’organisation honnie. La tendance parmi les *think-thank* de gauche et les réseaux anti-libéralisation est toutefois plus prudente, voire plus éclairée.

Il fut premièrement souligné que l’on peut toujours douter de la véritable mort de l’OMC. Le *Washington Trade Daily* faisait d’ailleurs état le 30 janvier dernier des développements effectués lors du *Forum économique mondial de Davos*, lesquels pointent vers une nouvelle base de consensus entre les membres du *Quads* (Etats-Unis, Commission Européenne, Brésil, Inde)². Selon l’hypothèse en question, les Etats-Unis plafonneraient leurs subventions à l’agriculture à 15 milliards USD, l’Europe répondrait à l’exigence du G20 de réduire ses lignes tarifaires de 54% dans ce même secteur, alors que les pays en développement (PED) porteraient à 15 le coefficient de réduction des lignes tarifaires sur les produits non issus de l’agriculture, ce qui est toutefois contraire à leur propre vision des choses³. Ainsi, cette «base de consensus» reste pour l’instant partagée seulement par une poignée de pays puissants et n’est pas tout à fait recevable pour les groupes représentant le Sud marginalisé.

Le G33, par exemple, réaffirmait dans sa déclaration de presse que rien ne sera acceptable si la priorité du développement – entendre la nécessité d’assurer aux PED des mécanismes de sauvegarde les mettant à l’abri d’une libéralisation trop poussée – n’est pas au centre de l’entente finale⁴. Le redémarrage de l’OMC est donc loin d’être chose faite, mais il convient selon les activistes du FSM de continuer d’appliquer la pression et d’appuyer les pays du G33 et des autres groupes qui résistent à «l’agenda corporatiste du Nord».

Or, il est une deuxième raison, selon les mêmes protagonistes, pour s’abstenir de crier victoire face à la libéralisation et à l’intégration des marchés. C’est que ce fameux agenda corporatiste du Nord est loin d’avoir été stoppé par l’immobilisation de l’OMC. Si l’OMC est «en pièces», disaient-ils, ce sont maintenant les pièces qui, de manières séparées et parallèles, ont une vie propre. Ces pièces, ce sont les accords bilatéraux et régionaux que les Etats-Unis et l’Europe (ou même la Chine) négocient avec les pays en développement. Le défi ici n’est pas tant de mobiliser les populations et les sociétés civiles du Sud contre ces accords, mais de simplement avoir accès au contenu des textes en négociation. À travers le monde, les exemples fusent où les textes sont tenus secrets, ce qui rend évidemment le travail des groupes de pression plus difficile. Ce fût le cas d’un projet d’accord – amplement cité comme modèle lors des nombreuses activités sur le libre commerce – entre les Etats-Unis et la Thaïlande qui a finalement échoué à force de manifestations et de mobilisations de la société civile⁵.

Le bilatéralisme et le régionalisme constituent donc les objets d’étude les plus pressants et les plus difficiles pour les organisations luttant contre le libre-échange. Mis à part l’accès à l’information, il s’agit maintenant de comprendre la structure de ces accords et de dégager le ou les modèles qui

² Washington Trade Daily, *Expanding the Consensus?*, 30 janvier 2007.

³ Ce coefficient servira à calculer la proportion finale de réduction des lignes tarifaires de chaque pays lorsqu’inséré dans la dite ‘formule suisse’ qui fût choisie comme base de négociation dans la *Déclaration ministérielle de Hong Kong*. Pour une meilleure compréhension des enjeux et du langage technique des négociations, voir René Audet, «L’OMC immobilisée contre les piliers de l’agriculture. Analyse des adversités et des solidarités à la mini-ministérielle de Genève», *Chronique de la Chaire MCD*, 31 juillet 2006. En ligne : www.chaire-mcd.ca

⁴ G33, *G33 Ministerial Press Statement*, 26 janvier 2007. En ligne : www.ourworldisnotforsale.org/

⁵ Voir FTA Watch, *Open Letter from Civil Society on the Free Trade Agreement Negotiations between Thailand and the United States of America*, avril 2005, En ligne : www.ftawatch.org/en/stopfta.shtml



semblent s'imposer. L'exemple de la Thaïlande laisse notamment paraître que les Etats-Unis veulent approfondir les règles sur la propriété intellectuelle telles qu'elles se présentent déjà dans les accords de l'OMC (ADPIC), et qu'ils incluent dans les accords bilatéraux des clauses sur les secteurs de négociation qui posent problème à l'OMC, comme les services et les investissements.

Du côté de l'Europe, le contexte géographique du forum a mené le mouvement à se pencher sur les Accords de partenariat économique (APE) que l'Europe négocie actuellement avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) sous les auspices d'un cycle de négociation lancé à Cotonou en 2002. Le langage du partenariat utilisé ici est caractéristique de l'approche européenne, mais il y a de bonnes raisons, selon les groupes anti-libéralisation, de craindre que l'impact final ne soit le recul des privilèges commerciaux que l'Europe accordait depuis toujours à ses anciennes colonies, ainsi que l'obtention d'une dynamique de compétition entre les pays ACP pour l'accès au marché européen.

Enfin, autant le bilatéralisme américain que le régionalisme européen apparaissent comme des extensions des accords de l'OMC : il s'agit, dans le cas des APE, d'une tentative de se conformer aux accords déjà adoptés à l'OMC, et, dans le cas du bilatéralisme américain, d'un renforcement de ce cadre réglementaire par le biais d'accords du type «OMC+». Dans ce contexte, si l'on veut malgré tout soutenir que l'OMC «est en pièces», il faut alors ajouter que les pièces sont loin d'être inoffensives.

Résistance et alternatives

Les nouveaux défis de la résistance ne semblent toutefois pas trop affecter le moral du mouvement contre la libéralisation. On pouvait au contraire, lors de ce forum, sentir un certain optimisme. Il faut dire que les victoires récentes de cette résistance (ou du moins celles qu'elle s'approprie) indiquent la voie à suivre pour faire échouer les sommets en haut lieu et les négociations barricadées : la mobilisation physique, sur les lieux mêmes de l'action. Seule cette stratégie permet de mettre efficacement les gouvernements collaborateurs du Sud face aux revendications et à la résistance des populations du Sud. La politique électoraliste, selon cette logique, fera le reste. Avec l'immobilisation de l'OMC et la prise de pouvoir de nouveaux gouvernements de gauche en Amérique Latine, la mémoire des résistances de Cancun (2003), de Mar del Plata (2005) et de la Thaïlande (2005) fut donc célébrée avec d'autant plus d'énergie cette année.

De plus, le sentiment que les alternatives aux accords de libre-échange sont existantes et qu'il ne s'agit que de les mettre en pratique est plus que jamais palpable. La clé, pour la plupart des intervenants sur la question, est la multiplication des initiatives à la fois au niveau des gouvernements et au niveau de la société civile. Au FSM, l'icône des alternatives gouvernementales est sans aucun doute l'*Alternative Bolivarienne pour les Amériques* (ALBA) mise de l'avant par le gouvernement Chavez. L'idée forte de l'ALBA est qu'un accord commercial peut servir à l'émancipation sociale et économique des peuples au lieu de prôner à tout prix la libéralisation et l'intégration des économies. Si l'ALBA constitue bel et bien un accord commercial, elle n'est pas moins un accord de coopération et de solidarité dans les domaines de l'éducation, de la santé, etc.

D'autre part, les altermondialistes du FSM préconisent des solutions commerciales de nature non gouvernementale pour pallier les écueils du libre-échange. L'exemple du commerce équitable est sans doute le plus souvent cité, mais on remarque que le mouvement prend simultanément ses distances face à la définition spécifique et limitée que les organisations internationales non gouvernementales (*Fairtrade Labelling Organization, International Fair Trade Association, etc.*) lui



ont donnée depuis une quinzaine d'années. En outre, le terme de 'commerce équitable' semble dorénavant référer à toute entreprise de commerce participant à la construction d'une nouvelle 'solidarity based economy' marquée par une compréhension novatrice et humaniste de l'échange comme moyen de développement et non comme fin en soi.

Dans le même sens, les nombreux panels d'activistes sur les questions de commerce ont tous souligné l'importance de considérer l'ensemble des paramètres économiques dans l'élaboration des politiques ou des stratégies commerciales. On pourrait dire, pour paraphraser Karl Polanyi de manière un peu ironique, que c'est dorénavant le commerce lui-même qu'il faut réencastrier dans l'économie. C'est-à-dire qu'il est nécessaire de tenir compte des facteurs de production, de consommation, de souveraineté alimentaire, etc., dans l'élaboration des politiques commerciales, au lieu de s'en remettre uniquement à l'orthodoxie de l'intégration des marchés qui sous-tend à la fois le programme de l'OMC et ses succédanés bilatéraux et régionaux.

La controversée présence chinoise au FSM

Dans un tout autre ordre d'idée, il y a des événements et des situations que seul un forum social est capable de produire. L'une de ces situations s'est présentée dans un atelier sur «les opportunités et les défis» de la coopération entre la Chine et l'Afrique organisé par un groupe nommé *China NGO Network for International Exchanges*. Les pamphlets promotionnels de ce réseau, imprimés à l'encre couleur sur des cartons plastifiés, montraient non pas des manifestants en colère ou des paysans au champ comme c'est la coutume parmi les groupes du forum, mais plutôt des dignitaires en complet-cravate se serrant la poigne ou se dressant en rangés pour une photo protocolaire.

Malgré l'étrangeté de l'idée, «l'ouverture d'esprit légendaire» du forum s'est d'abord manifestée par une écoute respectueuse de la panéliste chinoise qui décrivait les bienfaits des investissements chinois en Afrique, et ensuite de l'économiste kenyan qui s'est permis d'en souligner les problèmes (ou plutôt les «défis»). Bien que la méfiance à l'égard de cette ONG chinoise fût de plus en plus tangible dans la salle, la retenue continuait de régner. Ceci jusqu'à ce que la question de l'implication de la Chine dans le conflit au Soudan soit soulevée (la Chine est accusée de vendre des armes au Soudan), et que la réponse du directeur de l'ONG se fasse entendre : «si le peuple du Soudan peut se développer grâce à la vente de son pétrole, il s'agit d'une relation bénéfique!». C'est alors que s'est amorcée une révolte au sein même de l'atelier. Après quelques secondes, le panel avait perdu le contrôle de tous les micros et c'est la salle qui dirigeait le débat, ou plutôt l'assaut.

La présence chinoise au FSM était étonnement importante cette année au forum, et il est évident que cela a parfois dérangé. Le problème n'est pas la culture politique différente des chinois, qui a somme toute sa place parmi la diversité du forum, mais plutôt le soupçon généralisé – et souvent justifié – que les ONG chinoises pouvant se permettre de participer au forum ne sont pas celles qui luttent dans l'esprit de la *Charte du Forum social mondial*, mais plutôt celles contrôlées par le gouvernement. Le principe huit de la Charte, qui précise le caractère non gouvernemental et non partisan du forum, tient à cœur aux participants qui, par ailleurs, ne sont pas dupes. Cette «ONG» l'aura appris à ses dépens.

NOTE IMPORTANTE CI-DESSOUS

NOTE IMPORTANTE

Si vous désirez citer ce document, nous vous prions de bien vouloir utiliser la référence complète dans le format suivant :

Audet, René. « La lutte altermondialiste contre l'OMC et ses succédanés » Chronique de la Chaire MCD. En ligne. <http://www.chaire-mcd.ca>

Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur. Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

